

La Côte d'Ivoire peut tourner la page Gilles Yabi International Crisis Group 16 August 2011 (...)

Après la violente crise postélectorale et la bataille d'Abidjan, ceux qui pensaient que la guerre pouvait être joyeuse ont peut-être enfin compris. Peut-être. La Côte d'Ivoire peut tourner la page, redevenir la locomotive économique de la région et un pays où le niveau d'insécurité au quotidien est «acceptable».

Elle le peut si le président Alassane Ouattara ne compte pas exclusivement sur une gouvernance politique et économique aux antipodes de celle de son prédécesseur pour réunifier la Côte d'Ivoire et permettre la réconciliation progressive de ses communautés. Et si les acteurs régionaux et internationaux n'adoptent pas l'attitude qui a mené si souvent aux pires désillusions: «Ça va aller... même si on fait le service minimum». (...)

Grâce à l'appui diplomatique de la communauté africaine et des grandes puissances, et à la mobilisation armée de l'ex-rébellion des Forces nouvelles, le président élu a pu accéder officiellement au pouvoir au mois de mai. Il doit mener de front les chantiers de la recomposition des forces armées, de la réconciliation nationale, de la justice, de la normalisation politique et institutionnelle et de la relance économique. Les décisions qui seront prises dans ces domaines dans les prochains mois seront décisives pour les perspectives d'une stabilisation durable du pays. La période critique ne se refermera sans doute que bien après les élections législatives —prévues au plus tôt à la fin de cette année. (...)

Ouattara a également appelé au retour de tous les exilés civils et militaires et offert la garantie de leur sécurité. Il faut maintenant que le gouvernement mette en place un espace de dialogue entre tous les partis politiques afin de discuter des conditions techniques d'organisation des élections législatives et du calendrier des opérations électorales. (...)

Tout doit être fait pour éviter la fixation durable des déplacés dans des camps humanitaires et permettre leur retour dans leurs habitations et dans leurs plantations, qui courent le risque d'être investies par d'autres paysans, faisant le lit de futurs conflits fonciers violents. (...)

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), plutôt inaudible ces trois derniers mois, doit apporter sa contribution à la consolidation de la fragile paix ivoirienne en s'attaquant en priorité à la menace régionale que constituent la prolifération des armes de guerre et la circulation des mercenaires et miliciens aux frontières de la Côte d'Ivoire. (...)

Voir le
[communiqué de presse](#)
en entier

